

Une relecture nécessaire : la genèse du parti-État FRELIMO

LE FRELIMO (*Frente de Libertação de Moçambique*), créé en 1962 à Dar es-Salaam (Tanzanie) comme organisation unitaire des nationalistes mozambicains, a déclenché en 1964 la lutte armée pour l'indépendance du Mozambique. En juin 1975, après neuf mois d'un gouvernement de transition résultant des « Accords de Lusaka » (septembre 1974) signés par le FRELIMO et le MFA (*Movimento das Forças Armadas*) et rassemblant des éléments du premier et des représentants du gouvernement portugais sous l'égide du Premier ministre Joaquim Chissano, le FRELIMO proclama l'indépendance et s'établit comme parti unique. Avec comme projet la construction du socialisme, il se transforma en « parti d'avant-garde marxiste-léniniste » à l'occasion de son III^e Congrès en février 1977.

Une genèse conflictuelle

La formation du FRELIMO est d'habitude présentée comme produit de la fusion de trois organisations nationalistes qui s'étaient constituées parmi les travailleurs mozambicains émigrés dans les pays voisins. Ces organisations, la MANU (*Makonde — puis Mozambique — African National Union*) au Tanganyika, l'UDENAMO (*União Democrática Nacional de Moçambique*) en Rhodésie et l'UNAMI (*União Nacional de Moçambique Independente*) au Nyassaland, s'inspiraient du mouvement indépendantiste qui était très fort dans ces territoires vers la fin des années 50. Elles suivaient donc le modèle de mouvements qui avaient la possibilité de développer une action à l'intérieur même du système colonial, n'envisageant pas la violence comme seul moyen de détruire la domination coloniale. Or, aucune activité légale d'opposition n'était possible au Mozambique,

du fait de la dictature salazariste régnant en métropole. Cette situation les amenait à une activité qui dépassait très peu les cercles d'émigrés. Leur caractère national était aussi limité. Nées au sein de communautés expatriées, elles avaient une base régionale en accord avec les courants de migration établis historiquement (travailleurs provenant du centre du pays pour les Rhodésiens, travailleurs du nord pour le Tanganyika ou pour le Nyassaland). Or l'indépendance du Tanganyika (1961) rendit possible l'ouverture de représentations des mouvements nationalistes mozambicains à Dar es-Salaam, ce qui facilita ensuite les pressions en vue de l'unification. Effectivement, la fusion se concrétisa en juin 1962, donnant naissance au FRELIMO. Mais elle fut plus symbolique que réelle, et le rôle principal dans la croissance et l'affirmation du mouvement anticolonial mozambicain revint à une génération militante nouvelle qui, n'ayant appartenu à aucun des précédents partis, se joignit alors au FRELIMO, à l'exception de Marcelino dos Santos qui avait été membre de l'UDENAMO. Or cette génération était formée d'hommes aux idées, mais aussi aux origines et trajectoires sociales en général nettement différentes de celles des anciens cadres des organisations dissoutes.

L'unification se fit sous la direction d'Eduardo Mondlane, Mozambicain originaire de la province de Gaza dans le sud du pays, qui avait fait ses études supérieures en Afrique du Sud et aux États-Unis, où il avait obtenu un doctorat d'anthropologie. Au moment de la formation du FRELIMO, Eduardo Mondlane était fonctionnaire des Nations unies et professeur à l'Université de Syracuse (États-Unis). Il avait aussi été le fondateur, en 1949, du NESAM (*Núcleo dos Estudantes Secundários Africanos de Moçambique*), un groupe lié au Centre associatif des Noirs du Mozambique réunissant les quelques étudiants noirs qui, à l'époque, avaient eu accès au niveau secondaire de l'enseignement, surtout à Lourenço-Marques (Maputo), et au sein duquel s'était déjà développée une conscience nationaliste. Le voyage qu'il effectua au Mozambique en 1961 en tant que fonctionnaire international lui permit de rétablir des contacts avec le milieu nationaliste à l'intérieur du pays, et contribua à ce que la formation postérieure du FRELIMO soit quelque chose d'autre que la simple fusion des trois organisations susdites. Immédiatement après la formation du FRELIMO, un groupe de nationalistes s'enfuit de Lourenço-Marques pour le rejoindre à Dar es-Salaam. D'autres Mozambicains qui faisaient des études supérieures à l'extérieur, en Europe surtout, adhérèrent aussi au nouveau mouvement. Parmi les premiers, on peut citer Samora Machel, alors infirmier, parti pour la Tanzanie en passant par le Swaziland et le Botswana. Il intégra le premier groupe de militants qui alla en 1963 suivre un entraînement militaire en Algérie et, après avoir dirigé le camp de préparation militaire de Kongwa (Tanzanie) et

avoir eu d'autres responsabilités militaires, il devint secrétaire du département de la Défense (c'est-à-dire chef de l'armée du FRELIMO) ; en 1970, il fut nommé à la présidence de l'organisation. Du second groupe, nous pouvons mentionner Joaquim Chissano, un ancien membre du NESAM, qui avait étudié au Portugal et en France où il avait constitué une organisation d'étudiants mozambicains, l'UNEMO (*Uniao dos Estudantes Moçambicanos*). Adhérent du FRELIMO dès sa création, il a toujours occupé des postes importants au sein de la structure dirigeante. Il faut souligner que ce groupe d'étudiants et de fonctionnaires eut un rôle décisif et fournit la plupart des dirigeants du FRELIMO. Cela fut d'ailleurs facilité par le départ de la majorité des responsables des partis qui s'étaient intégrés au FRELIMO et qui, mécontents notamment de la distribution des postes de direction à l'occasion du 1^{er} Congrès (septembre 1962), le quittèrent afin de tenter de reconstituer leurs anciens partis ou d'en créer de nouveaux (c'est le cas, par exemple, d'Adelino Gwambe et de Baltazar Chagonga, respectivement présidents de l'UDENAMO et de l'UNAMI). La plupart de ces éléments apparurent en 1965 alliés dans le COREMO (*Comité Revolucionário de Moçambique*). Jusqu'en 1967, année où le COREMO se dissout suite à des conflits internes, il mène quelques actions militaires isolées dans la province de Tete, à partir de sa base arrière en Zambie. Cependant, le COREMO et les groupes qui l'ont précédé ou qui lui furent postérieurs n'ont jamais réussi à se constituer une vraie base sociale et n'ont jamais eu une activité importante à l'intérieur du Mozambique. Le FRELIMO surgit donc, contrairement à l'Angola, comme la seule organisation nationaliste. Mais cela ne signifie pas pour autant que les élites nationalistes n'étaient pas partagées en plusieurs sensibilités politiques, culturelles, ethniques et sociales.

C'est cette couche de la petite bourgeoisie urbaine noire et métisse (principalement des salariés et des étudiants originaires des régions du Sud) engagée au FRELIMO, relativement privilégiée face à la masse des colonisés, mais également victime de discriminations dans la société coloniale, qui fut le principal porteur de la conscience nationaliste. Elle eut le rôle dirigeant dans la lutte de libération et réussit à mobiliser les paysans pour la lutte armée. C'est elle qui maîtrisa le mieux les conditions de développement de la lutte sur le terrain, les conflits internes des premières années d'existence du FRELIMO occasionnant la radicalisation du mouvement vers la fin des années 60.

Une radicalisation...

Samora Machel insistait fréquemment sur l'idée que l'idéologie marxiste-léniniste du FRELIMO s'était forgée pendant la lutte armée, dans un processus où « les intérêts populaires se sont affirmés et sont devenus de plus en plus clairs, se détachant des intérêts de l'exploiteur colonialiste et du candidat exploiteur national ». Reprenant cette argumentation, le rapport du comité central au III^e Congrès (1) déclarait que l'étape de la « révolution démocratique nationale » (« fin de la domination coloniale, abolition des structures d'oppression féodales et fascistes, et extension à tout le pays des libertés démocratiques »), commencée pendant la lutte de libération, s'était conclue pendant la période de transition (septembre 1974 à juin 1975) et que l'indépendance, avec l'extension à tout le territoire national du pouvoir du FRELIMO, ouvrait une nouvelle étape, celle de la « révolution démocratique populaire », phase de création des « bases matérielles et idéologiques du socialisme ».

Le discours officiel du FRELIMO établit donc là une idée centrale de son *corpus* idéologique : la construction du socialisme est la conséquence naturelle et nécessaire de la lutte de libération. C'est un parcours résultant de la victoire de la « ligne révolutionnaire » après la crise de 1967/1970, fondé sur la constitution des « zones libérées » perçues comme un « contre-État » où le « pouvoir populaire » avait été établi, et où des formes de production collective se seraient développées, le tout constituant une préfiguration du Mozambique socialiste de l'avenir.

Souvent, avant comme après l'indépendance, Samora Machel devait souligner le caractère « antidogmatique » du FRELIMO. Cet aspect antidogmatique officiel — que le parti essaya de sauvegarder en précisant que la politique du FRELIMO se définirait « dans la synthèse des expériences révolutionnaires du peuple mozambicain avec les principes universels du marxisme-léninisme » — servit cependant surtout à exprimer une distance par rapport aux divers « modèles » du socialisme (soviétique, chinois, cubain, etc.) et non à formuler une analyse marxiste originale des rapports sociaux existants au sein de la société mozambicaine. Tout au long des années 60 et de la première moitié des années 70, le conflit sino-soviétique se faisait sentir d'une façon assez forte sur les mouvements de libération et s'exprimait habituellement par l'appui à des organisations rivales. Mais le FRELIMO fut le seul mouvement porteur de la lutte de libération au Mozambique, le seul reconnu au niveau international et donc le seul bénéficiaire possible de l'aide

(1) Samora Machel, *O partido e as classes trabalhadoras moçambicanas na edificação da democracia popular*, (rapport du comité

central au 3^e Congrès), Maputo, Departamento do Trabalho Ideológico, 1977, 162 p.

du bloc de l'Est comme de la Chine ; ceci lui permit de conserver une relative indépendance idéologique et, en tout cas, d'échapper à la « satellisation », malgré une certaine proximité objective de la guérilla avec la théorie maoïste, donc avec la Chine.

Peu après le coup d'État du 25 avril 1974 qui mit fin au régime fasciste portugais, Samora Machel affirmait à propos de la formation de l'idéologie révolutionnaire du FRELIMO : « Mao a développé d'une façon créatrice le marxisme-léninisme et c'est là la chose fondamentale : comment appliquer le marxisme face à des conditions particulières ? C'est la seule façon de ne pas faire du marxisme un dogme » (2). Cette déclaration publique fut faite au moment où la question coloniale était un des points les plus chauds de la politique portugaise et où le Parti communiste portugais (et indirectement l'Union soviétique) soutenait la thèse du général Spínola selon laquelle il fallait d'abord établir le cessez-le-feu dans les colonies pour démocratiser le Portugal et ensuite discuter de la décolonisation. Au contraire, le FRELIMO soutenait que la décolonisation était une condition nécessaire de la démocratisation même du Portugal (3). Cette différence d'analyse éclaire la difficulté qu'eut le FRELIMO pour obtenir, d'avril à août 1974, de l'Union soviétique les armes dont il avait besoin pour intensifier les actions militaires ayant pour but la reconnaissance claire par le Portugal du droit à l'indépendance et l'obtention d'un accord pour entamer la négociation sur le transfert du pouvoir au FRELIMO, reconnu non seulement comme légitime, mais unique représentant du peuple mozambicain.

C'est donc dans ce contexte de refus des tutelles extérieures que l'expérience des « zones libérées » pendant la lutte armée fut présentée comme le seul modèle à suivre pour la construction de la société socialiste au Mozambique indépendant. En conséquence, le marxisme ne serait ni une option simplement théorique ni la copie d'une expérience étrangère, mais le résultat de la pratique de libération elle-même. Ce faisant, les « zones libérées », idéalisées, n'en devenaient pas moins un nouveau dogme.

En effet jusqu'à quel degré les « zones libérées » pouvaient-elles être considérées comme l'embryon d'une société socialiste ? Si la direction de l'organisation — à partir de la réunion du comité central de mai 1970 (date à laquelle est supprimé le Conseil de présidence formé après l'assassinat du président Mondlane en février 1969, composé par Samora Machel, Marcelino dos Santos et Uria

(2) Id., « Teoria e prática revolucionária », *Tempo*, n° 201, Maputo, 28 juillet 1974, p. 6.

(3) Le général Spínola, choisi après le coup d'État par les capitaines du MFA comme président de la République, avait soutenu comme solution à la question coloniale,

la formation d'une fédération d'États sous l'égide du Portugal. Voir Aquino de Bragança, « Independence without Decolonization : the Transfer of Power in Mozambique, 1974-1975 », *Conference on « Transfers of Power in Africa »*, Harare (Zimbabwe), January 1985, 21 p., multigr.

Simango, les deux premiers ayant à ce moment été choisis comme président et vice-président, et le dernier expulsé) — est devenue homogène et se réclame du marxisme, cela ne signifie pas que le mouvement dans son ensemble soit marxiste. Bien au contraire — nous y reviendrons ultérieurement — l'hégémonie de la tendance marxiste fut plus liée à la force que permit le contrôle de l'armée de guérilla, les FPLM (Forces populaires de libération du Mozambique), qu'au fait d'être l'expression des « intérêts populaires » en opposition aux « nouveaux exploiters ». En outre, il y eut aussi une idéalisation des « zones libérées » en tant que berceau du pouvoir populaire et d'une économie collectiviste.

Le refus du gouvernement de Salazar de dialoguer avec les mouvements nationalistes des colonies ne leur avait laissé qu'une seule voie : la lutte armée pour acquérir l'indépendance. Cette lutte devint donc l'axe principal de l'accomplissement du programme politique que le FRELIMO avait établi ; le premier congrès préconisait déjà le recours à tous les moyens, y compris l'action armée, pour obtenir l'indépendance. En conséquence, c'est réellement une nouvelle force sociale qui se constitua : l'armée, et elle devint l'élément décisif du processus de libération.

L'armée du FRELIMO s'est formée à partir d'un premier groupe de 250 militants qui firent leur entraînement en Algérie. Elle se développa avec l'ouverture du camp d'entraînement de Kongwa et plus tard de Nashingwea, en Tanzanie. La lutte fut déclenchée fin 1964 sur plusieurs fronts. Cependant, les difficultés logistiques et d'organisation impliquèrent le maintien des seuls fronts du Cabo Delgado et du Niassa, plus proches de la Tanzanie, les autres (Tete et Zambezia, plus lointains) étant provisoirement abandonnés. L'ouverture des camps d'entraînement en Tanzanie, donc proches du territoire mozambicain, permit l'intégration d'un grand nombre de jeunes paysans aux effectifs militaires du FRELIMO. Leur incorporation dans la structure militaire du Front, dirigée dès 1966 par Samora Machel en tant que secrétaire du département de la Défense, en fit un instrument privilégié de concrétisation du « projet révolutionnaire » du groupe dirigeant à l'intérieur du pays. Mais il ne semble pas que cet élargissement de la base paysanne des FPLM ait entraîné la promotion de cadres ruraux nombreux aux niveaux intermédiaire et supérieur de la hiérarchie militaire. En d'autres termes, l'armée se renforçait, mais sa direction n'était pas socialement modifiée par la dynamique propre de la guérilla.

Les actions armées provoquèrent le retrait graduel de l'administration coloniale des régions les plus affectées, ainsi que des quelques commerçants portugais qui y faisaient commerce avec les populations, échangeant des produits industriels de consommation contre des excédents agricoles. En même temps, les populations durent abandonner leurs terres pour trouver refuge en forêt afin d'éviter

la répression de l'armée portugaise. Le résultat fut la rupture de l'organisation socio-économique et politique. Le FRELIMO dut résoudre le problème de la réorganisation de la vie des populations qui étaient restées de son côté, et c'est à ce niveau que le rôle de l'armée devint important, au-delà du plan strictement militaire.

L'organisation des « zones libérées » a suscité de nombreuses contradictions ; les conflits au sein de la direction opposaient le « courant marxiste » (souvent des intellectuels, ayant une conception anti-impérialiste et anticapitaliste de la lutte, qui avaient trouvé en Samora Machel leur leader et, à travers lui, la force de l'armée) à ceux qui, selon les premiers, envisageaient tout simplement une « africanisation », c'est-à-dire la substitution des Noirs aux Blancs, et qui tentaient alors de se constituer en héritiers du pouvoir colonial. La lutte pour le pouvoir est devenue très intense à partir de 1967 ; le second groupe essaya de réduire le rôle des guérilleros à la seule dimension militaire : à l'armée de combattre, et aux politiques d'organiser et de diriger la société. La question du contrôle de la population civile était fondamentale, et c'est sur la collaboration des chefs lignagers (4) que les seconds comptaient. Au Niassa, pendant cette période de crise, trois de ces grands chefs qui avaient adhéré au FRELIMO finirent par s'enfuir en Tanzanie ou par se rendre aux Portugais (5). Mais c'est au Cabo Delgado, où le secrétaire de la province était Lazaro Nkavandame (6), que les conflits se développèrent de la façon la plus nette.

Le II^e Congrès eut lieu en juillet 1968, en pleine crise interne, malgré son boycott par Lazaro Nkavandame et les autres « chairmen » (désignation utilisée pour les responsables des districts et des localités d'une province) qui lui étaient acquis et qui refusèrent de participer aux travaux du congrès (qu'ils voulaient hors du Mozambique pour échapper à la pression des militaires, et donc sans la participation de leurs délégués ni d'élus directs de la population). Ce congrès se déroula au Niassa avec la participation de représentants de chaque unité militaire et des populations des « zones libé-

(4) Il n'y a pas toujours une correspondance entre les chefs légitimes et les « *regulos* » ou « *regedores* » selon la désignation utilisée par l'administration portugaise. Le FRELIMO n'établit pas non plus cette différence et utilise normalement le terme « traditionnel » ou l'expression « traditionnel-féodal ». Tout au long de cet article nous utiliserons aussi parfois le terme « traditionnel ».

(5) José G. Negrão, *A produção e o comércio nas zonas libertadas*, Maputo, Arquivo Histórico de Moçambique, 1984, 106 p., multigr.

(6) Lazaro Nkavandame s'était fait remarquer vers la fin des années 50 par l'organisation d'une sorte de coopératives de produc-

tion et de commercialisation du coton, au sein desquelles se sont développées des aspirations indépendantistes. Ses positions anticoloniales et les appuis qu'il avait au gouvernement du Tanganyika et au parti TANU lui donnaient une position importante au sein du FRELIMO. Après le départ des commerçants portugais, il a utilisé sa position de secrétaire de la province de Cabo Delgado pour y contrôler à son profit le commerce avec les paysans. Cette pratique d'exploitation marchande telle qu'elle était faite avant par les Portugais deviendra un argument utilisé par le courant marxiste du FRELIMO, la « ligne révolutionnaire », pour mobiliser les paysans en faveur de ses thèses anticapitalistes.

rées », ce qui permit de faire approuver les thèses de la « guerre populaire prolongée » et du « pouvoir populaire ».

Après le congrès et peu avant son assassinat, Eduardo Mondlane, dont la formation théorique au commencement de la lutte armée n'avait rien de marxiste, déclarait :

« Je suis maintenant convaincu que la ligne politique du FRELIMO est plus claire que jamais... La base commune que nous tous avions au moment de la formation du FRELIMO résultait du colonialisme et de la conviction que nous avions qu'il fallait détruire la structure coloniale et établir une nouvelle structure sociale. Mais quel type de structure, quel type d'organisation, personne ne le savait. Non, il y en avait quelques-uns qui savaient, avaient des idées, mais ils avaient seulement des notions théoriques qui se sont elles-mêmes transformées au cours de la lutte. Mais maintenant, il y a une transformation qualitative de la pensée qui s'est développée pendant ces six années passées et j'en conclus qu'aujourd'hui le FRELIMO est plus socialiste, révolutionnaire et progressiste que jamais, et que notre ligne est chaque jour plus orientée vers le socialisme marxiste-léniniste. Pourquoi ? Parce que dans les conditions de vie au Mozambique, notre ennemi ne nous laisse pas de choix. Je pense, sans compromettre le FRELIMO, qui jusqu'à ce moment n'a fait aucune déclaration officielle se réclamant du marxisme-léninisme, que notre mouvement va de plus en plus dans cette direction, de par les conditions dans lesquelles nous travaillons et combattons » (7).

Le congrès donna donc une victoire au « courant marxiste », mais l'application des résolutions ne fut pas facile. Au Cabo Delgado, Nkavandame utilisa les milices qu'il contrôlait depuis sa base de Mtwara (Tanzanie), pour résister à l'application des mesures prises par le congrès et ferma la frontière du Cabo Delgado avec la Tanzanie. Paulo Samuel Kamkhomba, chef adjoint d'opérations de l'état-major des FPLM, fut tué par des éléments des milices de Nkavandame, alors qu'il devait coordonner l'application des décisions du congrès au Cabo Delgado, après une réunion sans succès tenue à Mtwara avec la collaboration de la TANU (Union nationale africaine du Tanganyika, le parti au pouvoir en Tanzanie) dans l'objectif de faire accepter par Nkavandame et son groupe les décisions du congrès et de prévenir une division du Front, Kamkhomba, chef d'opérations du Cabo Delgado au moment du congrès, y avait eu un rôle important comme en témoigna Mondlane dans un document où il demandait aux autorités de la Tanzanie d'arrêter et de

(7) Cité in John Saul, *O marxismo-leninismo no contexto moçambicano*, Maputo, Universidade Eduardo Mondlane, 1983, p. 197, multigr.

remettre Nkavandame et les autres individus responsables de l'assassinat au FRELIMO :

« *Quand en juin-août (1968) quelques "Chairmen" du Cabo Delgado ont essayé de créer la confusion, en refusant d'aller au 2^e congrès du FRELIMO dans la province de Niassa, frère Kamkhomba a réussi à maintenir les autres "Chairmen" de sa province dans les principes établis par le mouvement [souligné par l'auteur de cet article] et, en conséquence, plus de la moitié des délégués du Cabo Delgado ont pu participer au congrès* » (8).

En janvier 1969, le Comité exécutif décida de destituer Lazaro Nkavandame de son poste de secrétaire de la province de Cabo Delgado, compte tenu de ses liens avec le meurtre de Kamkhomba. Peu après, sur le point d'être arrêté par les Tanzaniens, Nkavandame se rendit aux Portugais. En février 1969, Eduardo Mondlane mourut, victime d'un colis piégé. En avril de la même année, le comité central refusa de confirmer l'intérim du vice-président Uria Simango en décidant la constitution d'un Conseil de présidence où siègèrent Samora Machel, secrétaire du département de la Défense, Marcelino dos Santos, secrétaire des Relations extérieures et Simango. Mais en plus de cette mesure importante en ce qui concerne le contrôle de la direction, la question du pouvoir à l'intérieur du pays fut aussi l'objet d'une décision. A partir de ce moment, la réorganisation des structures internes aux « zones libérées » appartient aux FPLM, lesquelles « se chargent dans la pratique de diriger et d'organiser aussi la vie économique, sociale et administrative » (9). La nomination de commissaires politiques, militaires dépendant du département de la Défense, ayant la responsabilité de superviser les divers organes créés pour l'administration locale ou régionale, était un des moyens d'empêcher la reconstitution du « pouvoir traditionnel ». Il se produit donc une rupture non seulement politique mais sociale avec les autorités lignagères. En pratique cette rupture entraîna également, de ce fait ou volontairement, une cassure avec les communautés lignagères en tant que telles.

... sur le dos de la paysannerie ?

L'hégémonie des éléments « politico-militaires » s'en trouva donc pratiquement consolidée et devint définitive avec l'expulsion d'Uria

(8) Eduardo Mondlane, « Notas posteriores sobre a morte de Paulo Samuel Kamkhomba », *Nao vamos esquecer!* (Bulletin informatif de l'atelier d'histoire du Centre

d'études africaines), n° 1, Maputo, février 1983, pp. 26-28.

(9) Samora Machel, *op. cit.*, p. 44.

Simango. Décidée par le comité central (mai 1970), elle fut justifiée par la publication d'un document dans lequel Simango condamnait l'orientation du FRELIMO (10). Ce dénouement et la réorganisation déjà commencée dans les zones libérées favorisèrent le développement de la guérilla, malgré l'opération « *Nó Górdio* » menée par l'armée portugaise (cette opération militaire mobilisa la presque totalité des effectifs portugais disponibles au Mozambique). Conçue par l'état-major de l'armée coloniale afin d'éliminer le FRELIMO, elle s'avéra un échec. En contrepartie, la guérilla parvint à s'étendre au sud du fleuve Zambèze, à partir de la province de Tete — ce front étant réouvert fin 1968 — en direction des provinces de Manica et Sofala. La région centrale du pays, économiquement et politiquement décisive, était maintenant affectée par la guerre.

Tandis que se développait la guerre, l'effort organisationnel interne du FRELIMO s'intensifiait. Ainsi la formation des professeurs s'accélérait, le nombre des écoles et l'alphabétisation augmentaient, de nouveaux centres de santé étaient créés et l'assistance sanitaire à la population s'amplifiait. Dans les bases militaires, la production agricole se développait et de nouveaux produits et techniques de culture étaient introduits chez les paysans. En 1973, furent créés les premiers comités du parti au sein des FPLM et, l'année suivante, fut inaugurée l'École du parti. En fait, ce sont les fondements du futur « parti d'avant-garde marxiste-léniniste » qui étaient ainsi mis en place.

Mais jusqu'à quel point la transformation de la société ou, selon l'expression du FRELIMO, la création de la « société nouvelle » dans les zones libérées était-elle un processus réel et consolidé quand survint le coup d'État au Portugal ? Les études sur les zones libérées sont encore rares ; nous nous reporterons aux informations partielles disponibles, notamment aux résultats d'une recherche faite récemment sur le district de Mueda (Cabo Delgado) (11), pour fonder notre analyse sur la fragilité du processus.

D'après l'enquête menée sur le fonctionnement des « zones libérées », il se dégage deux grands types de réponses :

a) une partie des paysans souligne des aspects répressifs et administratifs, c'est-à-dire, cela fonctionnait « parce qu'il y avait des postes de surveillance, parce que les personnes étaient battues et ceux qui essayaient de s'enfuir [en Tanzanie, NDLA] étaient renvoyés au Mozambique » ;

(10) « Gloomy Situation in FRELIMO », publié en portugais, in Aquino de Bragança et I. Wallerstein, *Quem é o inimigo ?*, Lisboa, Iniciativas Editoriais, 1978, (3 vol.).

(11) *Situação actual nas antigas zonas libertadas de Cabo Delgado*, Maputo, Oficina de História do Centro de Estudos Africanos, 1983, 57 p., multigr.

b) d'autres mettent en évidence que « leurs opinions étaient prises en considération, les personnes participaient à la discussion des problèmes jusqu'à une solution de consensus ».

Ces deux interprétations ne s'excluent pas ; il y a là une complémentarité qui éclaire la nature du pouvoir établi, particulièrement à partir de la fin des années 60. C'est le moment où l'administration passe aux mains des militaires (des commissaires politiques des FPLM) qui contrôlent la population en même temps qu'ils engagent celle-ci dans la gestion de la société. Une conclusion capitale s'impose : l'alliance entre les paysans et les militaires présentait des points de tension et trouve son origine bien plus dans la situation exceptionnelle et conjoncturelle de la guerre que dans un projet paysan de transformation sociale porté par le FRELIMO et senti comme sien par le paysannat.

Par exemple, les formes de production collective qui se sont développées pendant la guerre, considérées par la direction du FRELIMO comme une transformation profonde, tant au niveau économique que de la conscience paysanne, ont été surestimées. La guerre finie, ces formes collectives ne se sont pas développées. En réalité, elles se limitaient déjà pendant le conflit, dans la plupart des cas, à des champs collectifs où toute la population d'une certaine région travaillait en alternance pour produire soit des aliments destinés aux combattants qui étaient au front, soit pour être gardés en réserve sociale, en cas de destruction de la production des champs familiaux par les forces coloniales. A la demande des responsables, toute la population y participait ; si quelqu'un refusait, il était accusé d'être un ennemi. La base du système de production restait donc l'agriculture familiale. Après l'indépendance, bien que des villages communautaires (où en théorie la production familiale ne devait être qu'un complément de la production collective) aient été formés dans chaque localité, une tendance se manifesta : le retour graduel des paysans sur leurs terres traditionnelles. Dans tous les cas, même ceux qui restèrent dans les villages pratiquèrent toujours une agriculture familiale, la production collective étant presque inexistante. Dans les anciennes « zones libérées », comme d'ailleurs dans tout le pays, les coopératives (en général constituées sous la pression de l'administration) fonctionnèrent mal, faute de motivation réelle des paysans, et accumulèrent des dettes envers la banque ou, dans les cas peu nombreux où elles réussirent relativement bien (c'est-à-dire, avec des profits), elles servirent un petit groupe qui bénéficia du contrôle de la gestion pour accumuler. Face à l'absence d'un développement du marché favorable à la production, celles-ci ne peuvent être que « symboliques ». Mais s'exprimaient ainsi simultanément le nécessaire idéal socialiste de la fraction dirigeante — le collectif étant par nature progressiste — et sa volonté permanente de contrôle des masses, paysannes en particulier.

La naissance d'un État

Si la transformation économique opérée dans les « zones libérées » dans le sens d'une économie collective fut évidemment un processus fragile, mais idéalisé par les dirigeants du parti, l'expérience de construction de l'État, celle du « pouvoir populaire », fut néanmoins un processus relativement consolidé, se fondant en dernière analyse sur le pouvoir des armes, sur la présence des militaires. La distance entre le rôle du marxisme-léninisme comme théorie qui commande les FPLM dans leur organisation et leur pratique de la guérilla, et la transformation de la paysannerie n'a pas empêché un autre processus social et culturel : la présence des militaires dans les « zones libérées » et les tâches qu'ils y ont assumées dans la gestion de la vie économique et sociale ont conduit en même temps à la naissance d'un nouvel État et à la marginalisation du pouvoir lignager. Si cette évolution a évidemment été favorisée par les déplacements de populations paysannes vers les zones forestières, déstabilisant temporairement le pouvoir lignager étroitement lié au contrôle et à la gestion du territoire communautaire, on peut remarquer que cette « détribalisation » à la base a relativement bien correspondu à celle opérée au sommet entre 1967 et 1970. La rupture avec les élites lignagères s'accomplit non seulement par la marginalisation de ces hommes, mais par la négation de la réalité lignagère et ethnique de la société civile elle-même. La genèse de l'idéal de la réorganisation rapide du paysannat sur une base collective est certainement le produit direct de cette négation des rapports sociaux originaux au sein de la paysannerie, elle-même issue non seulement d'une lutte entre « révolutionnaires » et « réactionnaires » au sein de la direction du FRELIMO, mais entre groupes aux trajectoires sociales et culturelles opposées : assimilés, Métis et Blancs (fonctionnaires et étudiants) des villes et surtout du Sud, contre élites rurales et petits commerçants surtout septentrionaux. Les différences furent par ailleurs aggravées par des contacts internationaux conduits presque exclusivement par les premiers.

Le « pouvoir populaire », institué à partir de 1970 à travers la création d'une structure pyramidale dont les différents niveaux (cercle, localité, district, province) sont dirigés par des comités et leurs secrétariats respectifs, choisis par la population, sous la direction de commissaires politiques des FPLM, était différent du pouvoir colonial et du pouvoir lignager ; pouvoir subversif par l'idéologie qui promeut la « participation populaire » et la lutte contre « l'exploitation de l'homme par l'homme », il a surtout eu une pratique sociale et culturelle d'instrument d'incorporation de la société rurale au projet de création d'une Nation, par le biais de l'appareil d'État qui commençait à se dessiner. Mais cela ne résolvait pas, en soi,

les contradictions internes de la société et n'élargissait la base sociale du FRELIMO que dans la mesure où il restait ressenti comme moyen de défense contre l'opresseur colonial. N'encourageant pas une transformation sociale intimement ressentie par la paysannerie, mais plutôt un changement imaginé par des couches urbaines, ce processus, à la réalité principalement politique, ne pouvait qu'instituer une grande fragilité dans les rapports parti/masses pour l'après-guerre. Mais simultanément la fraction dirigeante du FRELIMO n'avait sans doute pas les moyens, pour défendre son projet dans le cadre idéal de l'État-Nation, de procéder autrement.

La formation de la Nation, la réalisation de l'unité nationale, l'antitribalisme sont donc restés de façon tout à fait cohérente les thèmes dominants des interventions de Samora Machel, des meetings organisés dans les provinces du pays à la veille de l'indépendance, jusqu'à sa mort (19 octobre 1986). Le discours « marxiste-léniniste » a fonctionné sans aucun doute comme support idéologique efficace de ce projet national.

C'est à la lumière de cette fonction sociale du « marxisme national » mozambicain, et non principalement à celle des courants traversant le mouvement communiste international, qu'il faut appréhender les heurts idéologiques entre les « prosoviétiques », les « pragmatiques » et les « libéraux » « pro-occidentaux ». Il s'agit toujours de militants nationalistes, aux projets globalement identiques, s'opposant sur les moyens concrets d'intégrer la population à leur idéal. L'absence de définition claire du marxisme par le FRELIMO permet de telles confrontations — comme à l'Université de 1980 à 1983 — mais est elle-même nécessaire afin de permettre l'unité autour de notions capitales comme celles du parti unique et du centralisme démocratique, fondements du pouvoir établi.

Luis de Brito
RCP « Afrique australe » du CNRS
(Novembre 1987)